

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 13 MARS 2019**

JP/VA

**OBJET : 3.2. EXPLOITATION - RENOUELEMENT POSTE DÉSINFECTION DE SAINT-SERNIN -
SUITE À DONNER À LA CONSULTATION**

L'an deux mille dix-neuf, le treize du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 3.2. EXPLOITATION - RENOUELEMENT POSTE DÉSINFECTION DE SAINT-SERNIN
SUITE À DONNER À LA CONSULTATION**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Lors de sa séance du 14 novembre 2018, le bureau syndical a décidé d'engager les travaux de remplacement de l'équipement de désinfection au poste de Saint-Sernin, pour une estimation de 40 000 €HT.

Après un appel public à la concurrence, dans le cadre d'une procédure adaptée, une seule offre a été remise. Le président l'a jugée inacceptable, car hors budget autorisé.

Cette opération comprenait une partie sous l'emprise de l'ex-voie ferrée et une partie à l'intérieur du local existant.

Etant donné les contraintes de calendrier pour la partie sous l'emprise de l'ex-voie ferrée (ouverture de la voie verte début avril) et étant donné la nature des travaux (prise en charge sur le réseau ossature et canalisation de 50 ml à poser jusqu'au local), cette partie sera réalisée via l'accord cadre « travaux divers ».

Pour la seconde partie correspondant à la pose d'équipements à l'intérieur du local, il est proposé d'engager une nouvelle procédure adaptée, en consultant directement trois entreprises. Le cahier des charges technique sera adapté pour tenir compte des propositions ci-dessus. Il est proposé de porter l'économie à 60 000€ HT pour cette seconde partie, soit 75 000€ HT au total.

Les critères de choix prévus initialement ne seront pas modifiés.

Le bureau syndical **DÉCIDE**, à l'unanimité des membres présents, de :

- **PRENDRE ACTE** de la réalisation de la partie sous l'emprise de l'ex-voie ferrée via l'accord cadre « travaux divers »,
- **PORTER** l'économie à 60 000 €HT pour la partie « pose d'équipements à l'intérieur du local », soit 75 000 €HT au total.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL